

Analyse et diagnostic

L'aide au développement et l'effacement de la dette contractée par les pays du tiers monde est une affaire de justice. C'est une question d'éthique. La somme globale de ces dettes, sur le plan mondial, se monte à 70-80 milliards de dollars par année, malheureusement pour un succès très peu visible.

Dans le monde entier, beaucoup sont acteurs de cette aide : les Etats, divers organismes de l'ONU, la Banque mondiale, ainsi que d'autres institutions financières internationales, et de nombreuses ONG. La plupart agissent de façon indépendante et pratiquement sans coordination. Les pays aidant veulent tous passer pour plus généreux les uns que les autres, dans une course à la renommée de la générosité. Il en va donc aussi de leur réputation politique. Mais, si l'on considère les actes (et non seulement les promesses), la définition du concept «aide au développement», modalités ou efficacité, montrent que les résultats sont très peu visibles, ou ne durent pas. Les buts proposés par l'ONU au siècle passé sont fondamentalement justes, mais leur réalisation illusoire. Plusieurs facteurs ont amené la situation présente :

- L'administration parfois surdimensionnée, le manque d'efficacité, les erreurs de planification; les pays en voie de développement devraient travailler d'après des standards très différents, et rendre compte de leur gestion.
- La corruption et une mauvaise administration des pays bénéficiaires.
- La discrimination du travail des femmes et des enfants bloquent le développement.
- Le genre d'aide pas toujours adapté à la culture, aux mœurs, au climat, etc., fait que certains projets se brisent indépendamment de leur faisabilité ou de leur durabilité.
- L'insuffisance d'encouragement à l'autonomie, à la responsabilisation et à la persévérance.
- Le manque de coordination entre les nombreux donateurs produit une sorte d'industrie de l'aide et amène à des absurdités.

Objectifs

Il est tout à fait juste qu'une partie de l'argent des impôts soit aussi investie dans l'aide au développement. L'aide sur place, c'est aider à s'autonomiser. C'est la mesure la plus efficace et le signe d'une réelle solidarité, plutôt que d'une hypocrisie politique. L'aide au développement doit favoriser le développement durable des pays bénéficiaires; elle ne doit pas l'empêcher.

Solutions proposées

- Cesser de discriminer les organisations chrétiennes d'aide au développement ; elles sont efficaces et résistantes sur la durée.
- Coordonner les nombreux intervenants et leurs multiples projets; diminuer «l'industrie de l'aide au développement».
- Rendre mesurables les résultats de l'aide au développement, et établir une corrélation réaliste entre les coûts et les besoins (par opposition à l'aide d'urgence); fixer des paliers de développement à atteindre.
- Elargir le spectre des dispositions d'aide, et non se limiter à des projets isolés, locaux, et extérieurs à toute coordination. Finalement, ce dont il s'agit, c'est de développer des domaines d'activité (la santé, le traitement des eaux, l'enseignement, etc.).
- Remplacer la course internationale aux crédits de développement par une course aux mesures efficaces. Ipso facto, définir avant tout les critères de mesure et les standards communs.
- Pas de trafic agricole des produits excédentaires du sol, ni de soutien financier à des requérants d'asile déboutés sous le nom d'«aide au développement».
- Investir prioritairement dans des projets et des programmes de longue durée.